

Genève

Objektyp: **Group**

Zeitschrift: **Domaine public**

Band (Jahr): - **(1980)**

Heft 529

PDF erstellt am: **08.08.2024**

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Inhalten der Zeitschriften. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern.

Die auf der Plattform e-periodica veröffentlichten Dokumente stehen für nicht-kommerzielle Zwecke in Lehre und Forschung sowie für die private Nutzung frei zur Verfügung. Einzelne Dateien oder Ausdrucke aus diesem Angebot können zusammen mit diesen Nutzungsbedingungen und den korrekten Herkunftsbezeichnungen weitergegeben werden.

Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. Die systematische Speicherung von Teilen des elektronischen Angebots auf anderen Servern bedarf ebenfalls des schriftlichen Einverständnisses der Rechteinhaber.

Haftungsausschluss

Alle Angaben erfolgen ohne Gewähr für Vollständigkeit oder Richtigkeit. Es wird keine Haftung übernommen für Schäden durch die Verwendung von Informationen aus diesem Online-Angebot oder durch das Fehlen von Informationen. Dies gilt auch für Inhalte Dritter, die über dieses Angebot zugänglich sind.

GENÈVE

Les vandales du centre-ville

Contraste, de la Suisse alémanique à la Suisse romande: à Zurich, 46% des habitants sont, d'après un sondage, opposés au parking sous la Limmat, 43% lui sont favorables. A Genève, au même moment, les lobbies conjugués de la voiture et du béton ont donné l'assaut au dernier bastion de résistance à l'automobile dans une ville défigurée. Le projet de parking de la Rôtisserie entre la Vieille Ville et les rues commerçantes — appelées Rues basses — remet en question le statut privilégié du centre de la ville, protégé par une mini-zone piétonnière et un règlement limitant toute construction de parking dans le périmètre dit de la «petite ceinture».

L'affaire est habilement menée: le luxueux prospectus de lancement annonce «un cœur neuf pour un vieux quartier», met l'accent sur les appartements, les ateliers destinés à l'artisanat, alors que le parking (645 places) occupera les deux tiers du volume projeté. Pas un mot, bien entendu, de la congestion qui frappera alors les rues étroites du centre de la ville. Congestion qui, inévitablement, aboutira à la suppression, en un deuxième temps, des voies en site propre, des transports en commun, puis à celle de la zone piétonnière.

Le projet a pris la forme d'une initiative populaire pour briser les résistances du Conseil d'Etat.

Déjà, l'Institut de la Vie et la communauté d'intérêt pour les transports publics (Citrap) ont manifesté leur refus.

Les partisans d'une ville vivable pourront-ils compter sur le conseiller d'Etat Fontanet (démocrate-chrétien) qui tout en poursuivant la construction de parkings en dehors de la «petite ceinture» est le premier magistrat qui, à Genève, croit dans les transports publics.

En face, la coalition est tout sauf négligeable. L'âme de l'entreprise en tant qu'animateur des principaux

commerçants intéressés est le député radical de Toledo, du Touring-Club, multimillionnaire propriétaire du grand magasin, la Pharmacie principale. A ses côtés, des alliés solides. Parmi eux, A. Galleras, président de la commission des monuments, de la nature et des sites, qui est l'un des architectes du projet (ladite commission s'est signalée lors des précédentes législatures en approuvant certains des projets les plus dévastateurs pour le domaine urbain, projets auxquels chaque fois, et comme par coïncidence, un de ses membres était associé à titre professionnel). Un autre membre de cette commission, le radical Pierre Georges est également partie prenante à l'entreprise par l'appui que l'association qu'il préside, celle des habitants de la Vieille-Ville, apporte aux promoteurs (dans les beaux quartiers, l'utopie écologique résiste difficilement à l'offre d'une place de garage à meilleur compte). D'autres alliés moins inattendus: l'ingénieur civil est le démocrate-chrétien Milleret, président du Grand Conseil genevois; le responsable juridique de l'opération, l'ancien conseiller d'Etat radical Gilbert Duboule.

Pour couronner le tout, lors de la présentation des plans, la «Tribune de Genève» leur consacrait des pages où l'argumentation rédactionnelle visait essentiellement à mettre en valeur celle des promoteurs.

Un premier accroc survient lors de la récolte des signatures indispensables. Les promoteurs sont riches, mais peu portés sur le militantisme. Qu'à cela ne tienne: on engage pour cette tâche du personnel temporaire. C'est malheureusement interdit par la loi; et le Département de l'intérieur doit ouvrir une information pénale. Ce qui amène le représentant de la Pharmacie principale à dénoncer ce qu'il tient pour «une attaque anti-démocratique visant à saboter l'initiative». Les signatures seront-elles annulées, faudra-t-il recommencer la collecte? Quoi qu'il en soit, l'initiative aboutira: le poids des intérêts en cause et les moyens à disposition le garantissent. Le corps électoral devra donc un jour ou l'autre se prononcer.

Et si les opposants mettaient à profit le temps disponible pour utiliser l'arme économique? Les promoteurs de l'initiative ne sont pas des citoyens comme les autres, ce sont des commerçants, et parfois de gros commerçants. Est-il utopique de mobiliser l'ensemble des écologistes pour les pénaliser, à travers des slogans comme «J'aime Genève, je n'achète pas au centre-ville» (en écho au slogan officiel, «J'habite Genève, j'achète à Genève»); d'identifier l'image commerciale de la Pharmacie principale à la politique destructrice? Cela mérite en tout cas réflexion.

LE GRAIN AU POING

Céréales mondiales: la filière helvétique

Il y a Carter, et il y a les affaires. Kaboul est loin, et Moscou paye bien. Alors, l'arme alimentaire, le boycott des céréales, le grain au poing, tout cela n'aura sans doute guère d'effet au-delà des frontières US, celles à l'intérieur desquelles on élit le locataire de la Maison blanche.

Certes, la bourse aux céréales de Chicago, fermée pendant deux jours, a réouvert le 9 janvier sur les cours-planchers. Mais, dans le même temps, sur la place de Winnipeg comme sur les marchés européens de Londres et Rotterdam, les transactions se poursuivaient dans une relative sérénité.

Certes, les pays exportateurs de céréales ont eu un assez joli mouvement d'ensemble pour soutenir la décision de Carter; même le président Frazer, lui aussi au seuil d'une année électorale, a entraîné l'Australie dans la grosse bouderie commerciale lancée par l'ex-marchand de cacahuètes. Mais cette unanimité ne trompe guère, car il y a des failles dans le système.

La Suisse par exemple, haut-lieu mondial d'une tolérance financière et monétaire, maintenue à la faveur d'un statut de stricte neutralité politique et d'une position géopolitique très intéressante, no-